



UN RAPPORT SERA PREPARE POUR LE CONSEIL .AFFAIRES GENERALES DES 18/19 JUIN. DES DIVERGENCES SONT APPARUES, NOTAMMENT SUR L OPPORTUNITE D'UNE RESERVE POUR LES DEPENSES AGRICOLES, LE ROLE DU CONSEIL ECO/FIN ET LA TRADUCTION JURIDIQUE DE L'ENGAGEMENT DE DISCIPLINE.

B) PROBLEMES MONETAIRES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX :

M. ORTOLI A INTRODUIT LA DISCUSSION SUR CE POINT DANS LA PERSPECTIVE DU SOMMET DE LONDRES : CE SERA UN SOMMET D'INTERROGATION., A-T-IL DECLARE, LA QUESTION ETANT DE SAVOIR COMMENT LA STRATEGIE DE SORTIE DE CRISE, DEFINIE A VERSAILLES ET A WILLIAMSBURG, FONCTIONNE ET SI ELLE DOIT ETRE ADAPTEE A LA SITUATION PRESENTE. QUATRE THEMES SONT CONCERNES :

- LA REPRISE : EN EUROPE, LA SITUATION APPARAIT MEILLEURE QUE PREVU. ON Y CONSTATE MEME UNE CONVERGENCE ACCRUE DANS LES RESULTATS ET UN REDEMARRAGE DE L'INVESTISSEMENT. MAIS LES MEMES INCERTITUDES (TAUX D'INTERET, TAUX DE CHANGE) PERSISTENT,

- LE SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL
- L'ENVIRONNEMENT MONETAIRE INTERNATIONAL
- LES QUESTIONS COMMERCIALES.

2.2. CONSEIL .DEVELOPPEMENT (5 JUIN)

A. ACTIONS THEMATIQUES

M. PISANI A RAPPELE LES TROIS THEMES PRIORITAIRES EN SPECIFIANT LES CRITERES POUR CHOISIR LES ZONES : VOLONTE D'AGIR DES GOUVERNEMENTS, DES INSTITUTIONS REGIONALES ET DES POPULATIONS MANIFESTEE PAR DES ACTIONS DEJA EN COURS OU PAR DES PLANS D INTERVENTION - GRAVITE DE PROBLEME - POSSIBILITE TECHNIQUE D'APPORTER PRATIQUEMENT UNE SOLUTION ACCEPTABLE - PRESENCE SUFFISANTE DES ETATS MEMBRES, DE LA COMMUNAUTE ET D'AUTRES BAILLEURS DE FONDS.

SUR BASE DE CES CRITERES, M. PISANI A CITE PARMIS LES REGIONS PRIORITAIRES A PRENDRE EN CONSIDERATION : CERTAINES ZONES DU SOUS-CONTINENT INDIEN, LA PERIPHERIE DU SAHARA ET NOTAMMENT LE SAHEL, LES PAYS DE LA SADDCC, LA CORNE EST DE L'AFRIQUE, LA ZONE MONTAGNEUSE ZAIRE-NIL ET, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, CERTAINES ZONES DE L'ALTIPLANO EN AMERIQUE LATINE.

TOUS LES ETATS MEMBRES SE SONT PRONONCES EN FAVEUR DE LA PHILOSOPHIE GENERALE ET DES ORIENTATIONS PROPOSEES ET ONT INSISTE POUR QUE LE DIALOGUE AVEC LES PAYS CONCERNES S'EFFECTUE DANS LE CADRE DU DIALOGUE SUR LES POLITIQUES. PAR CONTRE, LE CONSEIL ESTIME QUE LE FINANCEMENT DOIT ETRE TROUVE DANS LE CADRE DES MOYENS EXISTANTS.

**B. CEE/AFRIQUE**  
-----

LE CONSEIL A EU UN PREMIER ECHANGE DE VUES SUR CE DOSSIER DONT IL A APPRECIÉ A LA FOIS L'OPPORTUNITE POLITIQUE ET L'APPROCHE GLOBALE ET COHERENTE QU'IL PROPOSE. IL A ESTIME QU'UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DEVRAIT PRENDRE EN CONSIDERATION CERTAINES ACTIONS LANÇÉES PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, TELLES LES INITIATIVES MULTIPLES DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES COMME DE LA BANQUE MONDIALE, LA FAO (SECHERESSE DANS 24 PAYS AFRICAINS), L'AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE SUPPLEMENTAIRE PAR LES USA ET L'AUGMENTATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE DU JAPON A L'AFRIQUE.

LE CONSEIL POURSUIVRA L'EXAMEN DE CETTE COMMUNICATION EN SOULIGNANT SON LIEN AVEC LES NEGOCIATIONS POUR LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE LOME ET L'APPROCHE NOUVELLE D'UNE POLITIQUE MEDITERRANEENNE.

**C. AUTRES POINTS**  
-----

LE CONSEIL A ADOPTE LE REGLEMENT DE MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE SUBSTITUTION AUX LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, UNE RESOLUTION SUR LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES ACTIONS DE COOPERATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ET UNE RESOLUTION SUR L'AIDE DE LA COMMUNAUTE A LA PROMOTION DU COMMERCE DES PVD.

PAR ALLEURS, LA DELEGATION FRANCAISE A PRESENTE UN PLAN DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL QUI VISE AVANT TOUT A LA COORDINATION ET A L'EFFICACITE DES AIDES AUX PAYS DE LA REGION DANS LES CAS D'URGENCE. LE CONSEIL A MARQUE SON

INTERET POUR CETTE COMMUNICATION QUI SERA EXAMINEE PAR UN GROUPE AD HOC, ET CONSTATE QU'UNE TELLE COORDINATION POURRAIT ETRE ETENDUE A D'AUTRES REGIONS.

**2.3. CONSEIL AFFAIRES SOCIALES (7 JUIN)**  
-----

LE CONSEIL A ADOPTE DEUX RESOLUTIONS, L'UNE, CONCERNANT LES INITIATIVES LOCALES D'EMPLOI, ET L'AUTRE, LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE DES FEMMES, AINSI QUE DES CONCLUSIONS SUR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MUTATIONS SOCIALES. LA RECOMMANDATION SUR LA REDUCTION ET LA REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL A RECUEILLI L'APPROBATION DE NEUF DELEGATIONS ET SERA A L'OUVERTURE DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN A FONTAINEBLEAU.

LE CONSEIL EST PARVENU A UN LARGE ACCORD SUR UNE COMMUNICATION SUR LA POLITIQUE SOCIALE A MOYEN TERME MAIS IL N'Y A PAS EU D'ADOPTION FORMELLE. ENFIN IL A PRIS NOTE D'UN RAPPORT SUR LA MISE EN APPLICATION DE LA DIRECTIVE CONCERNANT L'EDUCATION DES ENFANTS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS.

**2.4. CONSEIL CONSOMMATEURS (5 JUIN)**  
-----

LE TROISIEME CONSEIL DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS S'EST TERMINE APRES 10 H. DE DISCUSSIONS SANS ABOUTIR A AUCUN RESULTAT CONCRET.

Western Union International, Inc. International Telex

International Telex Western Union International, Inc.

LA DIRECTIVE SUR LA PUBLICITE TROMPEUSE, POURT. . DEJA ALLEE PAR L'EXCLUSION DU VOLET PUBLICITE DELOYALE ET COMPARATIVE , ET MALGRE SON URGENCE RENFORCEE PAR LE DEVELOPPEMENT DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE AUDIOVISUELLE (TV PAR SATELLITE ET CABLE) N'A PU ETRE ADOPTEE ET A ETE RENVOYEE AU PROCHAIN CONSEIL AFFAIRES GENERALES. (18/19 JUIN).

MEME RESULTAT NEGATIF POUR LA DIRECTIVE SUR LA RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS QUI A ETE RENVOYEE AU COREPER ET POUR CELLE SUR LA VENTE A DOMICILE QUI PASSERA AUSSI AU PROCHAIN CONSEIL AFFAIRES GENERALES .

MALGRE L'ATMOSPHERE CONSTRUCTIVE DE LA REUNION LE PRESIDENT A DEPLORE LE MANQUE D'EFFICACITE DE CE CONSEIL QUI DEVRAIT A DEPLORE LE MANQUE D'EFFICACITE DE CE CONSEIL QUI DEVRAIT CHANGER RADICALEMENT SON STYLE DE TRAVAIL S'IL VEUT REpondre AUX ASPIRATIONS DE 270 MILLIONS DE CONSOMMATEURS EUROPEENS.

## 2.5. CONTROLE DES PERSONNES AUX FRONTIERES

-----

LE CONSEIL A FINALEMENT ADOPTE UNE RESOLUTION SUR L'ALLEGEMENT DU CONTROLE DES CITOYENS AUX FRONTIERES ENTRE ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE, A TEMPS DONC AVANT LES ELECTIONS POUR LE PROCHAIN PARLEMENT. (A CETTE OCCASION, LA COMMISSION A EXPRIME SON REGRET QUE LE CONSEIL N'AIT PAS ETE EN MESURE D'ACCEPTER LA PROPOSITION QU'ELLE LUI AVAIT SOUMISE QUI CONSTITUAIT SELON ELLE UN COMPROMIS ENTRE L'ABOLITION TOTALE DES CONTROLES SOUHAITEE PAR LE PARLEMENT ET LES EXIGENCES EN MATIERE DE SECURITE DES ETATS MEMBRES. LA COMMISSION POURSUIVRA DONC SES EFFORTS VISANT A TERME CETTE SUPPRESSION).

## 2.6. CONSEIL EDUCATION (4 JUIN)

-----

LE CONSEIL ET LES MINISTRES DE L'EDUCATION REUNIS AU SEIN DU CONSEIL ONT CONSACRE UN LONG DEBAT A L'ENSEIGNEMENT FACE AUX EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES ET AUX NOUVELLES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES. ILS ONT SOULIGNE LE LIEN DE PLUS EN PLUS ETROIT ENTRE L'ENSEIGNEMENT ET LE MONDE DU TRAVAIL, AINSI QUE LA NECESSITE DE MAINTENIR LE NIVEAU DE L'INVESTISSEMENT DANS LE SYSTEME EDUCATIF POUR EN ACCROITRE LA QUALITE.

ENSEUITE, LES MINISTRES ONT ADOPTE DES CONCLUSIONS SUR LES CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MUTATIONS SOCIALES , L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES ETRANGERES, L'EDUCATION DES ENFANTS MIGRANTS, L'INTEGRATION DES HANDICAPES ET LA LUTTE CONTRE L'ANALPHABETISME.

## 2.7. INFORMELLE MINISTRES AGRICULTURE (ANGERS 28/30 MAI)

-----

LE SEUL RESULTAT CONNU DE CETTE REUNION INFORMELLE EST LA CREATION D'UN GROUPE DE HAUTS FONCTIONNAIRES CHARGE DE FAIRE DES RECOMMANDATIONS SUR LE MARCHE DU VIN DANS LA COMMUNAUTE.

LES MINISTRES ONT DEMANDE L'ETABLISSEMENT DE STATISTIQUES FIAIBLES SUR LA PRODUCTION ET L'ETAT DS STOCKS AINSI QUE L'EXAMEN DES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DE CE REGLEMENT.

**2.8. ACIER - VOLET INTERNE**

-----

**B. FORWARD PROGRAMME FOR STEEL Q3/84**

THE FRAFT WAS APPROVED BY THE COMMISSION ON 6 JUNE AND WILL BE CONSIDERED BY THE CONSULTATIVE COMMITTEE ON 28 AND 29 JUNE. THERE IS GENERAL OPTIMISM ON THE OUTLOOK FOR THE COMMUNITY'S ECONOMY IN THE SECOND HALF OF THE YEAR. GDP CONTINUES TO EXPAND AND COMMUNITY EXPORTS ARE GROWING: IT IS ANTICIPATED THAT THE COMMUNITY'S BALANCE OF PAYMENT DEFICIT WILL HAVE BEEN ALMOST ELIMINATED BY THE END OF THE CURRENT YEAR.

HOWEVER THE PROSPECTS FOR STEEL DEMAND ARE LESS CERTAIN. INVESTMENT IN HEAVY INDUSTRY AND PUBLIC WORKS IS STILL LOW. TO THIS MUST BE ADDED THE THREAT TO THE STEEL MARKET POSED BY INDUSTRIAL DISPUTES IN THE UK AND GERMANY AND THE PROLONGED LOW LEVEL OF DEMAND IN FRANCE. THEREFORE A SUBSTANTIAL REDUCTION IN CRUDE STEEL PRODUCTION HAS BEEN FORECAST FOR THE QUARTER AS 27 M/T AGAINST 30 M/T AND THIS HAS ALSO BEEN REFLECTED IN THE QUOTA TONNAGES FOR SPECIFIC PRODUCTS AS DETERMINED BY THE ABATEMENT RATES PUBLISHED ON 5 JUNE

**B. ABATEMENT RATES**

ON 30 MAY, THE COMMISSION FIXED THE ABATEMENT RATES FOR Q3/84 FOR THOSE PRODUCTS WHICH ARE SUBJECT TO THE OBLIGATORY QUOTA REGIME. THE COMMISSION'S VIEW OF STEEL DEMAND IN THE FORTHCOMING QUARTER IS BASED UPON ITS STUDIES OF THE MARKET AND ON ITS CONSULTATIONS WITH PRODUCERS, CONSUMERS AND STEEL STOCKISTS. WHILST THERE IS EVIDENCE OF A CONTINUING SLIGHT IMPROVEMENT IN DEMAND FOR MOST OF THE PRINCIPAL STEEL PRODUCTS - STRUCTURAL SECTIONS ARE A NOTABLE EXCEPTION - THIS TENDENCY IS FAR OUTWEIGHED BY THE SEASONAL DECLINE IN DEMAND ARISING IN THE THIRD QUARTER. ACCORDINGLY, THE COMMISSION HAS FIXED SEVERE ABATEMENT RATES. HOWEVER, THE DEVELOPMENT OF DEMAND WILL BE KEPT UNDER REVIEW AND ABATEMENT RATES MAY BE MODIFIED WHERE JUSTIFIED BY THE GROWTH IN DEMAND.

**3. RELATIONS EXTERIEURES**

-----

**3.1. CHINE : VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS**

-----

REPOUNDANT A L'INVITATION LANCEE PAR LE PRESIDENT THORN LORS DE SA VISITE EN CHINE EN NOVEMBRE 1983, LE PREMIER MINISTRE CHINOIS, M. ZHAO ZIYANG A RENDU VISITE A LA COMMISSION LE 5 JUIN 1984.

IL ETAIT ACCOMPAGNE NOTAMMENT PAR M. ZHANG JINFU, CONSEILLER D'ETAT PRESIDENT DE LA COMMISSION ECONOMIQUE D'ETAT, M. QIAN QICHEN, VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET M. JIA SHI, VICE-MINISTRE DES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC L'ETRANGER.

Western

International Telex

Western Union International, Inc.

nal Telex

Western Union International, Inc.

International

AU COURS DE L'ENTRETIEN EN TETE-A-TETE ENTRE LE PRESIDENT THORN ET M. ZHAO ZIYANG, LES THEMES DE DISCUSSIONS ONT PORTE PRINCIPALEMENT SUR LES GRANDS PROBLEMES MONDIAUX : EST-OUEST, RELATIONS DE LA CHINE AVEC LES ETATS-UNIS, LE JAPON ET L'URSS.

LE PREMIER MINISTRE CHINOIS A PARTICIPE ENSUITE A UNE REUNION DE TRAVAIL AVEC LES PRINCIPAUX RESPONSABLES DE LA COMMISSION, AU COURS DE LAQUELLE LES DEUX PARTIES ONT EXPOSE LEUR SITUATION ECONOMIQUE RESPECTIVE ET EXAMINE L'EVOLUTION DE LEURS RELATIONS BILATERALES. ELLES SE SONT FELICITEES DU DEVELOPPEMENT DE LEURS RELATIONS DANS DIVERS DOMAINES ET ONT CONVENU DE LES RENFORCER, NOTAMMENT PAR LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.

LE THEME PRINCIPAL DU DISCOURS DU PREMIER MINISTRE CHINOIS PORTAIT SUR LE CARACTERE DURABLE DE LA POLITIQUE CHINOISE D'OUVERTURE VERS LE MONDE EXTERIEUR ET LE DESIR DE LA CHINE DE MULTIPLIER, EN PARTICULIER, LES RELATIONS ECONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

M. ZHAO ZIYANG A INVITE LES INDUSTRIELS EUROPEENS A ETRE PLUS ACTIFS SUR LE MARCHE CHINOIS, NOTAMMENT PAR LA CREATION DE SOCIETES MIXTES ET PAR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES AVANCEES.

DE NOUVELLES POSSIBILITES CONCRETES DE COOPERATION ENTRE LES DEUX PARTIES DANS LES DOMAINES DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT ONT ETE EVOQUEES. IL A ETE CONVENU DE POURSUIVRE L'EXPLORATION DE CES POSSIBILITES AU NIVEAU DES FONCTIONNAIRES.

LES DEUX PARTIES ONT DECIDE DE CELEBRER LE XEME ANNIVERSAIRE DE L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES CEE-CHINE, NOTAMMENT PAR LA TENUE D'UN SEMINAIRE SUR LES CONDITIONS D'INVESTISSEMENT EN CHINE.

### 3.2. CANADA

-----

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU QUI SE DEROULENT ENCORE AUJOURD'HUI A BRUXELLES.

### 3.3. NEGOCIATION DE PECHE CE/US

-----

LE DEUXIEME ROUND DE NEGOCIATIONS FORMELLES ENTRE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE ET LES ETATS-UNIS EN VUE DE PROLONGER L'ACCORD BILATERAL DE PECHE, QUI VIENT A ECHEANCE LE 1.7.1984, S'EST TENU A WASHINGTON DU 29 MAI AU 1ER JUIN.

LORS DE CES NEGOCIATIONS, QUI CONCERNENT LES POSSIBILITES DE PECHE DES BATEAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES EAUX AMERICAINES, DES PROGRES ONT ETE REALISES, SANS QUE TOUTEFOIS UN TEXTE AIT PU ETRE PARAPHE. LES DEUX PARTIES SONT CONVENUES DE REPRENDRE CONTACT APRES AVOIR CONSULTE LEURS AUTORITES RESPECTIVES.

### 3.4. CONTINGENT PAPIER JOURNAL

---

CONFORMEMENT AU REGLEMENT DE DECEMBRE DERNIER OUVRANT POUR L'ANNEE 1984 UN CONTINGENT TARIFAIRE COMMUNAUTAIRE A DROIT NUL D'UN VOLUME PROVISoire DE 500.000 T. ET STIPULANT UN REEEXAMEN DE LA SITUATION AU MOIS D'AVRIL AINSI QUE DES PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES EVENTUELLES, LA COMMISSION A PROPOSE UNE AUGMENTATION PROVISoire DE 135.000 T. : 120.000 T. REPARTIES ENTRE LES ETATS MEMBRES, 15.000 T. A LA RESERVE COMMUNAUTAIRE.

### 4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

---

#### - FONDATION EUROPEENNE

---

L'ACCORD INSTITUANT LA FONDATION EUROPEENNE - SIGNE LE 29 MARS 1982 A L'OCCASION DU 25EME ANNIVERSAIRE DU TRAITE DE ROME - VIENT D'ETRE RATIFIE PAR LE PARLEMENT DANOIS. LE ROYAUME-UNI A DEJA RATIFIE L'ACCORD ET LA PROCEDURE EST EN VOIE D'ABOUTISSEMENT EN FRANCE.

DES PROGRES SONT INTERVENUS AU SUJET DU PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE LA FONDATION ET DE SON PERSONNEL. IL EST PREVU DESORMAIS QUE LES DIX ETATS MEMBRES SIGNENT UN PROTOCOLE LIMITE AUX PRIVILEGES, ALORS QUE LES IMMUNITES FERAIENT L'OBJET D'ACCORDS BILATERAUX A PASSER AVEC LA FONDATION (UN ETAT MEMBRE S'ABSTIENDRAIT DE PASSER UN ACCORD SUR LES IMMUNITES). LA PRESIDENCE FRANCAISE ENTEND PARVENIR A LA SIGNATURE DU PROTOCOLE AVANT LE 30 JUIN.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL - COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B